



La sanction de la corruption et des actes assimilés dans le secteur des P&T au Cameroun

Il ressort de la communication spéciale de S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, à l'occasion du Conseil Ministériel du 12 septembre 2007 que :

« C'est la corruption qui, pour une large part, compromet la réussite de nos efforts. C'est elle qui pervertit la morale publique. Chacun(...) doit se sentir responsable de ce combat dans son domaine de compétence(...). Le détournement de l'argent public, quelle qu'en soit la forme, est un crime contre le peuple qui se voit privé de ressources qui lui reviennent. Il doit donc être sanctionné avec la plus grande sévérité. »

Outre les sanctions administratives, civiles et managériales, le Code Pénal est actuellement le cadre juridique de lutte contre la corruption et des actes assimilés au Cameroun.

I-LA SANCTION PENALE DES INFRACTIONS CORRUPTION AU CAMEROUN

Article 134 du code pénal- corruption active

(1) : « est puni d'un emprisonnement de cinq(5) à dix (10) ans et d'une amende de deux cent (200 000) francs à deux millions(2 000 000) de francs, tout fonctionnaire ou agent public qui, pour lui-même ou pour un tiers, sollicite, agréé ou reçoit des offres, promesses, dons ou présents pour faire, s'abstenir de faire ou ajourner un acte de sa fonction. »

(2) : « La peine prévue à l'alinéa 1 ci-dessus est un emprisonnement de un(1) à (5) ans et une amende de cent mille(100.000) à un million (1.000.000) de francs si l'acte n'entre pas dans les attributions de la personne corrompue, mais a été cependant facilité par sa fonction. »

(3) : « Est puni des peines prévues à l'alinéa 2 précédent, tout fonctionnaire ou agent public national ou international qui sollicite ou accepte une rétribution en espèces ou en nature pour lui-même ou pour un tiers, en rémunération d'un acte déjà accompli ou une abstention passée. »

Article 134-1 du code pénal- corruption passive

(1): « Quiconque, pour obtenir soit l'accomplissement, l'ajournement ou l'abstention d'un acte, soit des faveurs ou des avantages tels que prévus à l'article 134 ci-dessus, fait des promesses, offres, dons, présents ou cède à des sollicitations tendant à la corruption, est puni des peines prévues à l'article 134 alinéa 1, ci-dessus, que la corruption ait ou non produit son effet. »

(2) : « Est puni des peines prévues à l'alinéa 2 de l'article précédent, celui qui fait des dons, présents ou cède aux sollicitations tendant à rémunérer un acte déjà accompli ou une abstention passée. »

Article 163-1 du Code Pénal : corruption en matière de concours administratifs ou d'examens

(1) : « Est puni d'un emprisonnement de deux(02) à cinq(05) ans et d'une amende de deux cent mille (200 000) à deux million (2 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, en usant des pratiques de corruption, facilite l'admission ou provoque l'échec d'un candidat à un concours administratif ou à un examen.

(2) : « Est puni des peines prévues à l'alinéa 1^{er} ci-dessus quiconque, en raison des pratiques de corruption, déclare admis un ou plusieurs candidats n'ayant pas composé.

Article 161 du Code Pénal : Trafic d'influence

(1) : « Est puni des peines de l'article 160 du présent Code, celui qui par voie de fait, menaces, dons ou promesses, corrompt une personne ayant une influence réelle ou supposé pour obtenir de l'autorité publique un avantage quelconque.»

(2) : « Est puni des mêmes peines, le fonctionnaire qui, pour lui-même ou pour autrui, sollicite, agréé ou reçoit des offres, promesses ou dons pour obtenir un avantage quelconque accordé par l'autorité publique ou par un organisme placé sous contrôle de l'autorité publique, des marchés, entreprises ou autres bénéfices résultant de conventions conclues avec l'autorité publique ou un organisme placé sous le contrôle de l'autorité publique, abusant ainsi de l'influence réelle ou supposée que lui donne sa qualité ou son mandat.»

II-LA SANCTION PENALE DES INFRACTIONS ASSIMILEES A LA CORRUPTION AU CAMEROUN

Article 184. Code pénal : Détournement de biens publics

(1) : « Quiconque par quelque moyen que ce soit, obtient ou retient frauduleusement quelque bien que ce soit, mobilier ou immobilier, appartenant, destiné ou confié à l'Etat unifié, à une coopérative, collectivité ou établissement, ou publics ou soumis à la tutelle administrative de l'Etat ou dont l'Etat détient directement ou indirectement la majorité du capital, est puni :

a) au cas où la valeur de ces biens excède 500.000 francs, d'un emprisonnement à vie ;

b) au cas où cette valeur est supérieure à cent mille (100.000) francs et inférieure ou égale à cinq cent mille (500.000) francs d'un emprisonnement de 15 à 20 ans ;

C) au cas où cette valeur est égale ou inférieure à cent mille (100.000) francs, d'un emprisonnement de cinq(5) à dix(10) ans et d'une amende de cinquante (50.000) à cinq cent (500.000) francs.»

(2) : « Les peines édictées ci-dessus ne peuvent être réduites par admission de circonstances atténuantes respectivement au-dessous de dix(10), cinq(5) ou deux (2) ans et **le sursis ne peut en aucun cas être accordé.**»

(3) : « Dans les cas prévus à l'article 87 (2) du présent code le minimum de la peine est respectivement de cinq (5) ans, de deux(2) ans et d'un(1) an et le sursis ne peut être accordé sauf excuse atténuante de minorité.»

(4) : « La confiscation prévue par l'article 35 du présent code est obligatoirement prononcée ainsi que les déchéances de l'article 30 pendant cinq (5) ans au moins et dix (10) ans au plus.»

(5) : « La publication de la décision doit être ordonnée.»

(6) : « Le présent article n'est pas applicable aux détournements de recels d'effets militaires visés aux codes de justice militaire.»

Article 137. Code pénal : Concussion au détriment de l'Etat

« Est puni d'un emprisonnement de deux (2) à dix (10) ans et d'une amende de deux cent mille (200.000) à deux millions (2.000.000) de francs, tout fonctionnaire qui accorde des exonérations de droits, taxes, redevances, impôts ou contributions, délivre à un prix inférieur à celui qui est prescrit, les produits de l'Etat, d'une coopérative, d'une collectivité ou établissement publics ou soumis à la tutelle administrative de l'Etat ou dont l'Etat détient directement ou indirectement la majorité du capital.»

Sont également réprimés des actes qualifiés de :

Article 135. Code pénal : Confiscation des biens illégitimes

Article 135. Code pénal : Intérêt dans un acte

Article 135-1. Code pénal : Délit d'initié

Article 135-2. Code pénal : Entraves au fonctionnement du marché financier

Article 136. et 136-1. Code pénal : Participation dans une affaire et prise d'emploi prohibée

Article 140. Code pénal : Abus de fonctions

Article 142. Code pénal : Concussion au détriment des particuliers

Article 144. Code pénal : Favoritisme

Article 144. Code pénal : Faux dans un acte

Article 163. Code pénal : Fraude aux examens...

En renfort de ce dispositif de lutte contre la corruption prévu sur le pénal, les infractions de corruption ainsi que les actes assimilés sont également sanctionnées au plan administratif, civil et managérial.

III-Au plan administratif

A-En matière disciplinaire (Avertissement, blâme avec inscription au dossier, mise à pied de 1 à 8 jours, retard à l'avancement, abaissement d'un ou de deux échelons, abaissement de classe, abaissement de grade, exclusion temporaire, la révocation).

N.B : Les sanctions disciplinaires sont indépendantes des autres types de sanctions que la gravité de la faute a pu entraîner.

B-En matière financière (amendes spéciales, débets, les déchéances).

IV-Au plan civil (paiement des dommages-intérêts)

V-Au plan managérial (suspension de certains pouvoirs, suspension des fonctions, suspension d'activité, révocation).

*Texte proposé par **Basile KOUATSEU***

Juriste et Administrateur de Sécurité Sociale

Responsable de la Discipline et du Contentieux des RH CAMPOST.

674850443/basilekouatseu@yahoo.fr